

croissance annuelle moyenne des dépenses militaires a été de 13,5% pour chacune des dix dernières années par rapport à une moyenne de moins de 3% pour l'OTAN. L'accroissement de ces dépenses au Moyen-Orient est en bonne partie attribuable aux tensions dans cette région, mais il est généralement vrai qu'un accroissement du revenu des pays en développement s'accompagne d'une hausse des dépenses militaires. Par exemple, les dépenses militaires des pays de l'OPEP s'accroissent en moyenne de 15% par année depuis les dix dernières années. Au sein du groupe des pays en développement non pétroliers, elles se sont accrues de 7,5% chez les plus fortunés, et de 3,5% seulement dans les pays à revenu moindre.

Mais le fardeau des dépenses militaires ressort le mieux en tant que pourcentage du produit national brut. À cet égard, le Moyen-Orient dépasse de loin les autres régions du monde. Les budgets de défense des 11 pays de la région absorbent 17% de leur PNB; le fardeau de l'Égypte, par exemple, dépassait les 25% de son PNB au milieu des années 70; les pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie et la plupart des pays d'Extrême-Orient y consacrent en moyenne 4% de leur PNB, alors que ce chiffre est de 2,5% pour 32 pays africains.

Lorsque nous parlons de dépenses militaires, il ne faut pas oublier que 80% de toutes ces dépenses portent sur des armements classiques. Nous ne pouvons minimiser la menace nucléaire, mais nous devons nous rappeler que ce sont des armes classiques qui ont servi à tuer 25 millions de personnes dans les 133 guerres menées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour cette raison, le Canada est d'avis que les efforts de désarmement ne doivent pas viser uniquement la menace nucléaire.

La question de la réduction des ventes d'armes classiques est un aspect important du désarmement; en effet, les pays en développement paient les deux tiers des 20 milliards de dollars consacrés chaque année aux armements. À cet égard, le Canada a appuyé l'enregistrement par les Nations Unies des transferts d'armements. Ceci non pour enlever aux pays en développement le droit d'assurer leur sécurité, comme certains l'ont prétendu, mais plutôt parce que nous croyons qu'il s'agirait là d'une mesure de confiance utile, notamment auprès des importateurs d'armes d'une même région, et également parce qu'on pourrait ainsi parvenir éventuellement à réduire ce fardeau pour les pays en développement et libérer davantage de ressources pour le développement. Cette proposition n'a malheureusement pas connu de succès, étant donné surtout la résistance de la